

THIERRY MARIANI

Député des Français de l'étranger (Asie, Russie, Océanie)

Choi Young-Jin, professeur à l'université Yonsei, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire

"Thank you Mr. Ju for sharing with us Korea's policy and prospective regarding North East Asia and North Korea. Our next speaker is Thierry Mariani of France. He is now Member of the French Parliament for French citizens abroad and co-President of the French-Russian dialogue. He previously served as Secretary of State and then Minister for Transport as well as Special Representative for Afghanistan and Pakistan of President Sarkozy. Monsieur Mariani, vous avez la parole."

Thierry Mariani, député des Français de l'étranger (Asie, Russie, Océanie)

Voilà, je disais, au cours de mes déplacements, je découvre cette énergie singulière qui a permis à ces pays d'atteindre un niveau de développement que l'on connaît aujourd'hui et de devenir, comme vous l'avez dit, une région clé dans le monde. Les pays d'Asie du Nord-Est sont parvenus à s'affirmer sur la scène internationale grâce à leur dynamisme économique, à l'exception bien sûr de la Corée du Nord. La Corée du Sud en est un exemple. Depuis une vingtaine d'années, le pays est devenu une puissance économique majeure, un partenaire commercial significatif de l'Union européenne. Vendredi dernier, il y avait le dîner de la chambre de commerce franco-coréenne à Séoul, et le Président me rappelait que, pour la France, si on rapporte le commerce avec la Corée à la population, ce commerce est nettement supérieur par rapport à la population à celui que nous avons par exemple avec le Japon.

Cette performance est le fruit d'un certain nombre de choix économiques et de réalités sociétales : un pari très fort sur l'éducation, le choix d'une économie ouverte et tournée vers l'exportation et un haut niveau d'épargne et donc d'investissement. Ainsi, au regard de son dynamisme économique et de son insertion dans le commerce international et du niveau de vie désormais élevé de sa population, la Corée du Sud n'est bien sûr plus ignorée par les entreprises européennes.

Nonobstant, la Corée du Sud a aussi à connaître les risques qu'implique l'intégration dans un système globalisé, c'est-à-dire un ralentissement de la croissance dû à la crise économique de 2009. Qu'il s'agisse de la Chine, de la Corée du Sud ou encore du Japon, ces pays exportateurs de premier plan n'ont pas été épargnés par la crise. Force est de reconnaître qu'il s'agit d'une zone interdépendante dont l'un des défis pour les années à venir sera notamment d'assurer la stabilité de la zone, et ce malgré des tensions fortes qui persistent. Ces tensions, bien sûr, nous les connaissons. La géopolitique de la Corée est en effet au cœur même des enjeux de l'Asie du Nord-est. Divisée depuis 60 ans, la péninsule coréenne, en proie à des tensions, concentre l'attention de ses pays voisins, mais également, nous l'avons vu récemment encore, de l'ensemble de la scène internationale. L'absence par exemple de Kim Jong-Il en septembre dernier et le florilège de spéculations que cela a engendré sur la stabilité du régime nord-coréen, y compris de la part des démocraties européennes, sont la preuve que l'avenir de la péninsule coréenne représente des enjeux bien au-delà de l'Asie du Nord-Est. Ces dernières années se sont succédé de part et d'autre des pays d'Asie du Nord-Est des politiques plus ou moins enclins à une réunification des deux Corées, sans bien sûr que cela se concrétise. On peut en effet rappeler la politique dite de l'engagement menée par le Président Kim Dae-Jung de 1998 à 2003. Cette politique, qui consistait à éviter l'effondrement économique de la Corée du Nord et la réintégrer dans la politique internationale, aurait pu contribuer à détendre le contexte géopolitique régional et donc à renforcer la sécurité de la région. Cette amorce de coopération pouvait même laisser entendre une amorce de réunification à la fin des années 90, mais comme chacun l'a vu, la situation n'a bien sûr pas évolué comme espéré.

Lee Myung-Bak, élu en 2008, a quant à lui mis un coup d'arrêt à cette politique. Pour autant, le retour à une politique de confrontation n'a pas entraîné lui aussi une dénucléarisation de la Corée du Nord. Aujourd'hui, les relations entre les deux Corées sont variables. Parmi ce qu'on aurait pu analyser comme le signe d'un dégel, on peut relever à Incheon le 6 octobre dernier d'une délégation de Pyongyang à l'occasion de la clôture des Asian games. En effet, cette visite laissait entendre le souhait de reprendre le dialogue bilatéral. On peut également citer la première rencontre depuis 2007 de hauts responsables militaires nord et sud-coréens le 15 octobre dernier. Mais parallèlement, certains faits nous rappellent la persistance de tensions. Le dégel n'a donc pas eu lieu et la question nord-coréenne n'est semble-t-il, bien sûr, toujours pas résolue. La scène internationale, malgré certaines sommations, n'apparaît guère plus apte pour apaiser les tensions.

Du côté de la Corée du Nord, on peut constater une capacité de résistance. Personne ne sait exactement quel est le soutien réel du peuple au régime nord-coréen, mais le traumatisme d'une guerre fratricide et le souvenir des décennies de division de la nation sur fond de guerre froide font que finalement, petit à petit, cette division s'est installée dans certains esprits.

Ces différends en Asie du nord-Est, y compris les litiges territoriaux et historiques, doivent être bien sûr gérés et résolus pacifiquement. Des tentatives de dialogue et de négociation existent. En effet, à la suite de la crise d'octobre 2002, durant laquelle un programme de développement d'armes nucléaires a été découvert, ont été lancés en 2003 les pourparlers à six, réunissant les deux Corées, les Etats-Unis, le Japon, la Chine et la Russie. Ces discussions avaient pour ambition de trouver une issue pacifique au problème de sécurité soulevé par le programme nucléaire nord-coréen. Sans véritable succès, puisque la Corée du Nord a poursuivi son développement nucléaire.

Aujourd'hui, différentes hypothèses peuvent être formulées pour un démantèlement du programme nucléaire nord-coréen. Monsieur Chaesung CHUN, professeur du département des relations internationales à l'université nationale de Séoul, a classé ces hypothèses en trois groupes : les premières renvoient à une reprise des pourparlers, afin de dégager des moyens pour démanteler les installations nucléaires nord-coréennes et exiger de Pyongyang la déclaration de tous ses programmes nucléaires. Le deuxième cas de figure se fonderait sur l'idée selon laquelle la Corée du Nord ne renoncera pas à ses ambitions nucléaires. Enfin, le troisième scénario consiste à minimiser les actions réciproques avec la Corée du Nord et attendre une réponse positive pour amorcer enfin des négociations fructueuses.

Je voudrais ici développer rapidement le cas de figure selon lequel on assisterait à la reprise des pourparlers. En effet, il me semble que, malgré les difficultés des premières tentatives, les pourparlers à six, comme les négociations multilatérales, demeurent incontournables. Même si ces négociations n'ont pas atteint le but escompté – ces négociations étaient à l'arrêt depuis avril 2009 à la suite du retrait de la Corée du Nord – elles ont permis une approche pragmatique.

Dans l'hypothèse d'une reprise des pourparlers, les états présents à la table des négociations auront non seulement pour mission d'établir un processus de dénucléarisation, mais avant tout, intérêt à diversifier les sujets de négociation. Le cadre de pourparlers à six peut être l'occasion, comme le précédent orateur vient de le dire, d'ouvrir de nouvelles négociations autour d'autres questions régionales, comme par exemple les questions maritimes, la protection de l'environnement ou l'intégration économique. Autrement dit, même si ces pourparlers ne sont pas aujourd'hui dissuasifs pour mettre un terme aux essais nucléaires nord-coréens, ils doivent être un levier pour créer un dialogue et pour renforcer la coopération en matière diplomatique, économique ou militaire. C'est d'ailleurs une des stratégies évoquées par le Secrétaire général des Nations Unies, à l'occasion du sommet de l'Asie de l'Est, le 13 novembre dernier. Il a en effet rappelé la nécessité pour les pays asiatiques d'élargir leur coordination et d'étudier la création d'une nouvelle architecture de sécurité, pour une coopération régionale plus étroite, et bien sûr en particulier en Asie du Nord-Est. Une reprise des pourparlers et d'ailleurs plausible. Le 25 novembre dernier, l'envoyé spécial du dirigeant Nord-Coréen et le président russe Vladimir Poutine sont tombés d'accord pour accélérer les efforts visant à lancer des pourparlers à six sur le programme nucléaire de Pyongyang. Le représentant de Séoul dans ces négociations s'est lui aussi rendu en Russie la semaine dernière pour discuter de la situation sécuritaire de la région avec son homologue russe. Ces pourparlers constituent également pour les autorités chinoises un dossier majeur.

En conclusion, de toute évidence, la transformation de la Corée du Nord et son intégration à la communauté internationale, si elle doit se faire, sera progressive. Selon le professeur de l'université deYonse, Chung-in MOON, la transformation graduelle de la Corée du Nord et son intégration à la communauté internationale devraient être encouragées. Un des leviers à encourager est celui justement des liens économiques. On constate qu'entre la Chine et le Japon, malgré les différends que chacun connaît, le pragmatisme économique l'emporte. Les tensions politiques n'ont en effet pas mis fin à l'intensification des échanges. Certes, les liens économiques n'imposeront aucune convergence politique, toutefois, ils peuvent constituer un moyen pour approcher les pays d'Asie du Nord-Est, et notamment la Corée du Nord, qui aujourd'hui ne prend pas part au système global que nous connaissons, ce qui est d'ailleurs de moins en moins exact, puisque la Chine entretient avec la Corée du Nord des relations économiques qui se sont renforcées depuis le début des années 2000. Les échanges économiques entre les deux Corées se sont également développés : 1,8 milliard de dollars en 2008, faisant de la Corée du Sud le deuxième partenaire commercial derrière la Chine.

La péninsule coréenne est toujours un véritable enjeu pour l'avenir de l'Asie du Nord-Est. La perspective de réunification coréenne, certes peut-être lointaine, est toujours envisagée selon des scénarios plus ou moins brusques. Pour en avoir discuté avec des parlementaires coréens que j'ai eu l'occasion de rencontrer, je dois dire que par moments la volonté ne semble pas forcément, ni l'enthousiasme, évidents. Un apaisement entre les deux pays et des relations pacifiques sont bien sûr unanimement souhaités, mais la réunification semble inquiéter des deux côtés, puisque, si la réunification allemande s'est faite en un certain temps, le fossé économique n'était pas celui que nous connaissons entre les deux pays. Le retour à un climat de guerre froide ne serait pas le meilleur vecteur pour rapprocher Nord et Sud. Il ne faut pas sous-estimer la capacité de survie du régime nord-coréen. Par conséquent, attendre l'effondrement du régime nord-coréen et renoncer au dialogue avec la Corée du Nord conduirait inévitablement à l'affrontement, alors même que les perspectives de dialogue restent toujours possibles.

Merci.

Choi Young-Jin, professeur à l'université Yonsei, ancien ambassadeur aux Etats-Unis, ancien chef de la mission des Nations unies en Côte d'Ivoire

Merci Monsieur Mariani pour votre exposé. On retient deux points de votre présentation : premièrement, Asie du Nord-Est est une région cle dans le monde, et deuxièmement, la division de la Corée, qui ne montre pas des signes de rapprochement tangibles significatifs avec Pyongyang et maintient toujours le programme d'armement nucléaire, reste l'enjeu important de l'Asie de l'Est et au-delà.